

PARLEMENT EUROPÉEN

COMMISSION DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES, DES DROITS DE L'HOMME, DE LA SÉCURITÉ COMMUNE ET DE LA POLITIQUE DE DÉFENSE

Communication aux membres N° 14/01

Objet : PRIX SAKHAROV 2001

Conformément au règlement relatif à l'attribution du Prix Sakharov pour la liberté de l'esprit (PE 305.309/BUR), les personnalités suivantes ont été désignées par 25 membres au moins du Parlement européen.

13 septembre 2001
AS/db

CM\444750FR.doc

PE 302.091

Mme Angelina Acheng ATYAM
(nommée par Emma NICHOLSON of
WINTERBOURNE, Patrick COX et d'autres)

Ouganda
Cofondatrice de la "Concerned Parents
Association" contre l'utilisation d'enfants soldats

Mme Sihem BEN SEDRINE
(nommée par Harlem DÉSIR, Olivier DUPUIS, Hélène
FLAUTRE, Cecilia MALMSTRÖM, Roseline
VACHETTA et d'autres)

Tunisie
Journaliste, éditrice et porte-parole du Comité
national pour les libertés en Tunisie (CNLT)

Padre Francisco DE ROUX
(nommée par Antonio DI PIETRO, Patrick COX et
d'autres)

Colombie
Fondateur de l'Association "Laboratorio de Paz",
associé au processus de paix

**M. Izzat GHAZZAWI et
Mme Nurit PELED-ELHANAN**
(nommés par Francis WURTZ, Monica FRASSONI,
Luisa MORGANTINI, Pasqualina NAPOLETANO,
Emilio MENÉNDEZ del VALLE et d'autres)

Palestine/Israël
tous deux associés au processus de paix

Don Zacarias KAMUENHO
(nommé par José RIBEIRO E CASTRO, Mário
SOARES, José PACHECO PEREIRA, José Maria GIL-
ROBLES GIL-DELGADO, Gerard COLLINS, François
BAYROU, Nelly MAES, Ioannis KOUKIADIS, Ole
KRARUP, Bernd POSSELT, Iñigo MÉNDEZ DE
VIGO, Marie-Thérèse HERMANGE et d'autres)

Angola
Archevêque de Lubango
associé au processus de paix

M. Patrick LEAHY
(nommé par Mariotto SEGNI et d'autres)

États-Unis
Sénateur menant les réformes de la justice
pénale et de la peine de mort

M. LI HONGZHI
(nommé par Nelly MAES et d'autres)

membre dirigeant du Falun Gong (Chine)

Mme Ngawang SANGDROL
(nommée par Thomas MANN et d'autres)

Tibet
religieuse, militante en faveur des droits de
l'homme, emprisonnée au Tibet

M. Morgan TSVANGIRAI
(nommé par Johan VAN HECKE, Geoffrey VAN
ORDEN et d'autres)

Zimbabwe
dirigeant de l'opposition au Zimbabwe

Au cours de sa réunion du 2 octobre 2001, la commission des affaires étrangères, des droits de l'homme, de la sécurité commune et de la politique de défense **choisira trois candidats dans la liste**, parmi lesquels la Conférence des présidents sélectionnera le vainqueur.

ANGELINA ACHENG ATYAM

Citoyenne de l'Ouganda, Angelina Atyam est une infirmière et sage-femme de 49 ans, mère de six enfants. Son quatrième enfant, Charlotte, a été enlevé en octobre 1996 avec 139 autres petites filles, kidnappées au Collège de Sainte-Marie (Aboke) , dans le nord de l'Ouganda.

Suite à ce drame, Angelina a contribué à la création de la "Concerned Parents Association" (CPA), qui sert de porte-voix à des milliers de familles dont les enfants ont été enlevés par la LRA (*Lord's Resistance Army*) et sont utilisés comme soldats.

La LRA, dirigée par Joseph Kony, un fanatique religieux qui prétend être en communication avec le Saint-Esprit, est un groupe de rebelles qui déclare vouloir créer une société basée sur les dix commandements de la Bible. La LRA s'efforce de renverser le gouvernement ougandais et, dans la guerre civile qui sévit au Soudan, elle se bat également contre l'Armée de libération du peuple soudanais. 80 % des recrues de la LRA sont des enfants kidnappés.

Angelina (vice-présidente de la CPA) et la CPA elle-même s'efforcent sans relâche d'obtenir la libération des enfants, dont le nombre est évalué à 10 000, qui ont été victimes d'enlèvements, et d'attirer l'attention de la communauté internationale sur la situation des enfants-soldats. Ces enfants demeurent dans l'ombre et sont dès lors très souvent oubliés par la communauté internationale. Les experts en droits de l'homme estiment néanmoins que plus de 300 000 enfants de moins de dix-huit ans sont actuellement utilisés dans des conflits armés, et ce dans plus de trente pays.

En 1998, le directeur adjoint de l'UNICEF, Stephen Lewis, déclarait devant la commission des droits de l'homme des Nations unies que "les enlèvements et les sévices dont sont victimes les enfants poursuivis par la LRA n'ont pas d'équivalent dans le reste du monde [...]. La LRA s'en prend aux enfants, et uniquement à eux. Il s'agit d'une psychose, d'une obsession. Il y a une volonté farouche de détruire les enfants à tout prix [...], des enfants contraints de se tuer les uns les autres, de tuer des adultes, des enfants violés, des enfants utilisés comme porteurs dans la guerre, des enfants brutalisés et assassinés".

SIHEM BENSÉDRINE

Journaliste, éditrice et ancienne vice-présidente de la Ligue tunisienne des droits de l'homme, Sihem Bensédrine est également porte-parole du Conseil national des libertés en Tunisie (CNLT), non reconnue par les autorités. Elle dirige la maison d'édition Aloès, le magazine en ligne *Kalima* (censuré en Tunisie) et est Secrétaire général de l'Observatoire pour la défense de la liberté de la presse, de la publication et de la création (OLPEC), associé au réseau international Reporters sans frontières.

Militante infatigable pour les libertés et les droits de l'homme, Sihem Bensédrine est persécutée par la police tunisienne depuis des années. Dans les années 90, la police est allée jusqu'à diffuser des photographies pornographiques d'elle – trafiquées bien entendu – en remettant une série à son fils ! Récemment, pendant la grève de la faim entreprise par le militant Jalel Zoghalmi, elle-même et son mari, Omar Mestiri, ont été attaqués si violemment par la police et des membres du parti au gouvernement qu'elle fut contrainte de porter une minerve.

Lors de l'émission "Le grand Maghreb", diffusée le 17 juin 2001 par la chaîne télévisée par satellite Al Mustaquillah, elle avait abordé les sujets de la torture et de la corruption en Tunisie et mentionné des déclarations faites par un juge en présence de témoins. Souhaitant éviter de créer un lien avec l'embarrassante affaire de Moncef Trabelsi, le beau-frère du Président que Sihem Bensédrine avait dénoncé, les autorités tunisiennes ont engagé contre elle une procédure d'enquête pour diffamation, et suite à son témoignage sur la torture, des poursuites judiciaires pour diffusion de fausses informations dans l'intention de perturber l'ordre public. Elle fut immédiatement citée à comparaître, mais malgré les rumeurs persistantes à ce sujet, son mari Omar Mestiri et ses avocats n'ont pas pu en obtenir confirmation.

Cela ne l'a pas empêchée de participer à l'émission "Le Grand Maghreb" diffusée le dimanche 24 juin 2001, au cours de laquelle elle annonça, malgré les menaces qu'elle avait reçues et son arrestation (qui avait eu lieu entre-temps après sa participation à l'émission réalisée par Mohamed Moadda, président du parti d'opposition MDS, sur la télévision par satellite Al Mustaquillah), qu'elle avait l'intention de retourner en Tunisie le mardi 26 juin 2001, sachant parfaitement qu'elle risquait d'être à nouveau arrêtée, ce qui fut effectivement le cas dès son arrivée à Tunis.

Sihem Bensédrine a fait l'objet d'une campagne de presse scandaleuse, diffamatoire, sexiste et raciste (voir *La Presse de Tunisie* et *Ach-Chourouk*), qui a également pris pour cible des membres de l'opposition ayant participé à cette émission-débat au cours des deux derniers mois, ainsi que le directeur de la chaîne télévisée par satellite, Mohamed El Hachemi Hamdi.

Sihem Bensédrine a bénéficié, le 11 août, d'une libération provisoire après avoir été détenue pendant 47 jours; les poursuites engagées contre elle sont maintenues et elle risque une peine de prison de plusieurs années.

Après sa sortie de prison, elle a dénoncé plus d'une fois la procédure inéquitable et la détention qu'elle avait dû subir ainsi que les conditions inhumaines régnant dans la prison des femmes La Manouba.

PADRE FRANCISCO DE ROUX

Padre Francisco de Roux est un jeune prêtre, fondateur de l'Association colombienne "Laboratorio de Paz". Il oeuvre en première ligne pour mettre en place le processus de paix dans la région en crise Magdalena Medio, zone pétrolifère ravagée par la lutte menée entre les guerilleros d'"Ejercito de Liberación nacional", des unités paramilitaires et l'armée.

En réussissant à associer à son réseau des dizaines de maires et de nombreux représentants de la société civile, Padre de Roux est parvenu à obtenir que la province de Magdalena Medio soit déclarée "zone de contact" entre le gouvernement et la guérilla. Aujourd'hui, un accord de cessez-le-feu est mis en oeuvre et les négociations suivent leur cours.

L'Union européenne a décidé de soutenir ses efforts, car ils constituent un projet pilote innovateur dans le cadre de l'entreprise de pacification de la dernière guerre civile latino-américaine, qui a déjà causé plus de 300 000 victimes. Début 2001, Jacques Chirac a invité Padre de Roux en France pour le féliciter pour son action.

IZZAT GHAZZAWI et NURIT PELED-ELHANAN

M. Izzat GHAZZAWI

Né en 1951, Palestinien, il préside l'Union des écrivains palestiniens. Professeur à l'Université de Birzeit, M. Ghazzawi détient une maîtrise en littérature anglaise. Il fait partie du Bureau exécutif du Conseil palestinien pour la justice et la paix et s'est vu attribuer le Prix international pour la liberté d'expression en 1995 à Stavanger. Il a écrit des romans et des nouvelles, il est critique et a organisé et présidé la première Conférence internationale des écrivains en Palestine (1997).

M. Ghazzawi a été emprisonné et censuré à plusieurs reprises par les autorités israéliennes pour ses activités politiques : sa vie a également été marquée par l'assassinat, par l'armée israélienne, de son fils Ramy, âgé de 16 ans. Ramy a été tué dans la cour de son école, alors qu'il portait secours à un ami blessé.

En dépit de ces circonstances tragiques, Izzat Ghazzawi a continué à rechercher le dialogue culturel et politique avec Israël, partageant notamment le sens et l'esprit de l'oeuvre de l'écrivain israélien Horvitz Yaeer. Quelques mois après l'assassinat de son fils, il a présenté, avec l'écrivain israélien Abraham B. Yehoshua, une publication agrémentée de photos d'Oliviero Toscani sur les rapports entre les Palestiniens et les Israéliens, qui s'est vendue à 6 500 000 exemplaires (traduction en plusieurs langues). Il continue à oeuvrer en faveur d'une paix juste reposant sur la reconnaissance des droits et le respect réciproque entre le peuple hébreu et le peuple palestinien.

Mme Nurit PELED-ELHANAN

Née en 1949, de nationalité israélienne, elle est professeur à l'Université et détient une maîtrise en littérature comparée. Son père est le célèbre général Patti Peled, connu pour ses luttes en faveur de la paix et du progrès.

La fille de Mme Nurit Peled-Elhanan, Smadar, âgée de 13 ans, a été l'une des victimes de l'attentat suicide commis il y a trois ans à Jérusalem ouest par un kamikaze palestinien.

"Lorsque ma fille est morte", dit Nurit, "je n'ai pas cédé au désespoir et j'ai prononcé un discours qui a fait grand bruit, car il était centré sur la responsabilité d'une politique myope qui refuse de reconnaître les droits de l'autre et foment la haine et les conflits."

Depuis qu'elle clame ses idées, elle est devenue le symbole de l'Israël qui appelle de ses voeux une solution négociée de la crise et revendique clairement l'existence de deux peuples et de deux États avec des droits égaux.

LE SENS DE CES CANDIDATURES

Grâce à leur expérience et à leur engagement, Izzat Ghazzawi et Nurit Peled concrétisent l'espérance d'une solution négociée et pacifique du conflit entre Palestiniens et Israéliens. Leur tragédie personnelle (la perte de deux enfants) n'en ont pas fait des ennemis, leur douleur ne s'est pas transformée en haine, mais en énergie pour trouver le moyen de respecter les droits des uns et des autres.

Il ne s'agit pas seulement de remettre une distinction à deux personnes ayant perdu leurs enfants. Leur démarche est exemplaire en ce qu'elle dépasse les limites du conflit israélo-palestinien pour devenir un modèle de comportement universel, valorisant et reconnaissant la non-violence et la reconnaissance des droits de chaque individu.

Le Prix Sakharov, s'il est attribué à Izzat Ghazzawi et Nurit Peled, peut contribuer à renforcer les idées de paix et de cohabitation dans les sociétés palestinienne et israélienne.

DON ZACARIAS KAMUENHO

Don ZACARIAS KAMUENHO est âgé de 67 ans. Il est né à Chimbundo (Province de Huambo, Angola) le 5 septembre 1934. Le 9 juillet 1961, il fut ordonné prêtre et devint évêque en 1974 après avoir travaillé dans les diocèses de Luanda, Sumbe et Lubango. Nommé archevêque de Lubango le 2 février 1997, il fut par la suite désigné comme président de la CEAST, la Conférence épiscopale catholique d'Angola et de Sao Tomé. Il est président du COIEPA depuis sa création, le 13 avril 2000. Le Comité oecuménique pour la paix en Angola est une structure oecuménique réunissant la CEAST catholique, l'Alliance évangélique d'Angola (AEA) et le Conseil des Eglises chrétiennes d'Angola (CICA).

C'est surtout qu'en tant que président du COIEPA et de la CEAST qu'il a fait entendre sa voix, ferme, impartiale et opiniâtre, inspirant et soutenant sans relâche les efforts consentis de plus en plus par la société civile d'Angola : une nouvelle voie spirituelle pour rétablir la paix dans le pays, ainsi que la démocratie et le respect des droits de l'homme. M. l'Archevêque Kamuenho est une personnalité hors pair, une référence morale solide et remarquable pour ce nouveau mouvement général. Sa voix est respectée et écoutée (même si c'est souvent avec réticence) par les deux côtés du conflit armé, qu'il ne craint jamais de critiquer et de mettre sous pression en exprimant l'opinion de l'homme de la rue et en se faisant l'apôtre du bien-être et des droits fondamentaux du peuple angolais. Don Zacarias Kamuenho est l'un des symboles les plus prégnants des revendications émanant du peuple angolais pour la paix, la liberté et la justice.

Aujourd'hui, les signes sont nombreux qui annoncent le temps venu pour la société civile d'Angola d'intervenir et de se placer à la tête de cette quête pour la paix. Depuis 1999, une nouvelle prise de conscience émerge dans le peuple angolais. Elle est stimulée et représentée par les efforts des chefs de l'Eglise, des laïcs et de plusieurs organisations indépendantes qui sont issues de la société civile, tous oeuvrant à l'objectif d'une "réconciliation nationale intégrale". Ils mettent tout en oeuvre pour dépasser la politique aberrante reposant sur la haine, qui a coupé l'Angola en deux et n'a valu aux Angolais que dévastations et souffrances immenses. L'espoir d'une paix durable en Angola est nourri avant tout par cette pression indépendante et persistante qui en premier lieu, veut aboutir à un cessez-le-feu et rétablir le dialogue entre les belligérants puis, en deuxième lieu, mettre en place une médiation interne qui soit efficace; en effet, dans le passé, la médiation internationale a toujours échoué. Dans le cadre de ces efforts et des appels continus, la voix personnelle de Don Zacarias Kamuenho, le président du COIEPA, a été l'une des plus constantes et des plus remarquables.

Ces espoirs demeurent vivants, après la reprise, en 1998, de la terrible guerre civile et en dépit d'incessants incidents violents. Globalement, l'atmosphère semble se transformer en Angola, lentement mais sûrement : pour la première fois depuis des années, les mêmes initiatives pour la paix regroupent des hommes politiques modérés du MPLA et de l'Unita, des dirigeants d'autres partis politiques, des militants des droits de l'homme et plusieurs mouvements civiques. Malgré la poursuite de la guerre, tant le gouvernement que l'Unita ont estimé devoir présenter, en 2001, de nouvelles "propositions" ou de nouveaux "plans" pour la paix. Un cessez-le-feu immédiat est réclamé avec une insistance croissante dans tout le pays. Le rôle des églises en tant que médiateur éventuel est de plus en plus reconnu, tant au niveau national qu'international. David Kramer, qui dirige l'équipe d'experts américains qui, il y a quelques semaines, a conclu que

l'Angola a besoin de "paix avant les élections", a également précisé que "*l'Eglise doit jouer un rôle très important dans le processus de pacification*".

Les points forts les plus importants de cette quête indépendante de la paix par la société civile angolaise, à laquelle M. l'Archevêque Zacarias Kamuenho contribue très largement, comprennent : le message épiscopal "La tourmente du peuple angolais" (janvier 1999); le document de l'initiative angolaise pour la paix GARP "La paix par le dialogue" (avril 1999); "Le manifeste pour la paix en Angola" (juin 1999); la création du COIEPA (avril 2000); le "Congrès Pro Pace" (juillet 2000); le "Forum sur les conséquences multiples de la guerre" (mars 2001); la présentation et le lancement de l'AMC – large mouvement des citoyens (avril/juillet 2001); le "Workshop for Peace" et la mise en place "Réseau pour la paix" (juillet 2001); la réponse aux dirigeants de l'Unita (août 2001) et le "Voyage pour la paix" (août-septembre 2001), qui a duré un mois.

PATRICK LEAHY

Élu au Sénat des États-Unis en 1974 pour l'État du Vermont, Patrick Leahy accomplit actuellement sa cinquième législature. Depuis cette date, il a été, au sein du Congrès des États-Unis, l'un des promoteurs des droits de l'homme. Pendant ces vingt-sept années, il a été très entendu dans de nombreux débats sur des questions controversées ayant trait aux droits de l'homme et a personnellement assuré la défense, à maintes reprises, de personnes détenues ou poursuivies pour leur opinion politique.

Né à Montpelier (Vermont, États-Unis), il a obtenu son diplôme de fin d'études au Saint-Michael's College à Winooski (1961), puis son diplôme en droit à la Georgetown University Law Center (1964). Il a travaillé pendant huit ans dans les services du procureur d'État dans le comté de Chittenden. Sur le plan national, il s'est fait une réputation grâce à ses efforts visant à mettre en oeuvre la législation et a été désigné en 1974 comme l'un des trois meilleurs procureurs des États-Unis. Le sénateur Leahy préside la commission judiciaire du Sénat et a placé la réforme de la peine de mort sur la liste des priorités de la commission et du Sénat.

Le sénateur Leahy est à l'origine du "*Innocence Protection Act*", destiné à résoudre la crise, toujours plus grave, dans la gestion de la peine capitale. Par son train de réformes de la peine de mort, Leahy souhaite diminuer les risques d'une exécution d'innocents en prévoyant la possibilité d'effectuer un test d'ADN une fois le jugement prononcé et d'avoir accès à un conseil juridique compétent.

Le "*Innocence Protection Act*" est un vaste train de mesures de réformes de la justice pénale destiné à réduire le risque que des innocents puissent être exécutés. Les principaux objectifs du projet de loi sont les suivants :

- faire en sorte que les personnes déclarées coupables aient la possibilité de prouver leur innocence par un test d'ADN;
- aider les États à fournir des services juridiques compétents à chaque étape du processus aboutissant à une exécution capitale;
- permettre aux personnes ayant pu prouver leur innocence de percevoir une certaine compensation pour leur détention injustifiée;
- fournir à l'opinion publique des informations plus fiables et détaillées s'agissant de la gestion des législations des pays en matière de peine capitale.

M. LEAHY :

Monsieur le Président, il y a un peu plus d'un an, j'ai dénoncé dans cette enceinte la crise qui s'aggrave dans la gestion de la peine capitale J'ai relevé le nombre alarmant de cas – 85 – de condamnés à mort ayant été libérés après de longs séjours en prison Dans certains cas, le détenu n'avait plus que quelques jours à vivre avant son exécution... Et ceux-là ont eu de la "chance". Nous ignorons tout simplement le nombre d'innocents attendant toujours l'exécution de leur peine et le nombre de ceux qui ont peut-être déjà été exécutés ... De nos jours, dans la presse, les reportages sont de plus en plus fréquents sur des personnes condamnées à mort pour un crime qu'elles n'ont pas commis.

... Les personnes dotées d'une conscience propre ne peuvent pas accepter l'éthique de la peine de mort. Je m'y suis toujours opposé. Je l'ai fait lorsque j'étais procureur, et je persiste aujourd'hui. Mais, quel que soit le point de vue que l'on adopte face à la peine de mort, personne ne veut voir des innocents condamnés à mort. C'est absolument inadmissible...

... Il y a un an, avec plusieurs collègues, j'ai déposé le "Innocence Protection Act" 2000. J'ai espéré que ce projet de loi susciterait un débat au niveau national et inciterait à élaborer une réforme de ce qui est, comme je l'ai dit, un problème national. Un an plus tard, le débat national est bien lancé, mais la nécessité de mettre en place des réformes réelles et concrètes est plus urgente que jamais...

... Trop fréquemment, dans cette enceinte, nous sommes divisés par des lignes partisans ou idéologiques. Le "Innocence Protection Act" ne se situe pas à ce niveau, ni à celui, abstrait, de savoir si vous êtes pour ou contre la peine de mort. Il s'agit d'esquisser la société que nous voulons pour les Etats-Unis au XXIe siècle...

... Je me félicite que notre projet de loi ait servi de catalyseur pour des réformes adoptées par des Etats concernant les tests d'ADN après condamnation. En un an seulement, plusieurs Etats ont adopté des lois, quelles qu'elles soient, sur l'ADN. D'autres examinent actuellement des projets de lois. Une large part de ces textes s'est inspirée des dispositions concernant l'ADN proposées dans le "Innocence Protection Act", ce dont nous pouvons être fiers.

Néanmoins, de nombreux Etats ne se sont pas encore mobilisés...

Comme l'a déclaré notre nouveau président, ce nouveau congrès peut jouer un rôle de premier plan... Nous pouvons transmettre un message sur les valeurs de la justice fondamentale qui unit tous les Américains. Et nous pouvons considérablement diminuer le risque d'exécuter des individus innocents.

Notre débat a été constructif, et nous avons contracté un engagement noble. Il est dorénavant temps d'agir.

(Le 7 mars 2001, le sénateur Leahy dépose à nouveau le "Innocence Protection Act").

Leahy a également été l'interlocuteur américain le plus actif dans la campagne internationale contre la production, l'exportation et l'utilisation de mines antipersonnel. En 1992, Leahy a rédigé la première loi, tous gouvernements confondus, visant à interdire l'exportation de ces armes. Au Congrès, il a institué un Fonds spécial dans le budget consacré à l'assistance à l'étranger, afin de venir en aide aux victimes des mines. Il a été à l'origine de la création de programmes visant à soutenir le déminage et à jouer un rôle clé dans l'imposition d'un traité international interdisant les mines antipersonnel.

LI HONGZHI

Né en 1951 à Changchun dans la province de Jilin, en Chine, M. Li Hongzhi a dévoilé au public Falun Dafa (ou Falun Gong) en 1992, pratique spirituelle apolitique très ancienne. Depuis, il s'est fait le promoteur infatigable des principes universaux de la vérité, la compassion et l'indulgence en donnant des conférences dans le monde entier. Depuis plus de neuf ans, plus de 100 millions d'individus de tous âges et de toute catégorie sociale ont suivi, physiquement et spirituellement, son enseignement dans plus de quarante pays. Son oeuvre principale, *Zhuan Falun*, a été publiée en janvier 1995 et traduite en 17 langues, de même que d'autres livres.

En juillet 1999, les autorités chinoises ont suspendu leur soutien à Falun Gong et commencé à persécuter sans merci cette pratique ancienne, parce que, premièrement, le nombre d'adeptes avait atteint 70 à 100 millions, c'est-à-dire davantage que le nombre de membres du parti, et deuxièmement, que les autorités chinoises redoutent que la renaissance de cette culture traditionnelle sape l'idéologie sur laquelle repose le régime. M. Li Hongzhi a été qualifié par les autorités chinoises de "criminel le plus recherché", mais Interpol a rejeté tout net la demande d'extradition, parce qu'il n'a pas de casier judiciaire et qu'il n'est recherché que pour des raisons politiques. La personne de M. Li est féroce ment attaquée dans les médias appartenant à l'Etat, et des assassins ont été envoyés sur ses traces. Depuis, Falun Gong est interdit et ses adeptes sont persécutés pour leur fidélité à leur croyance. C'est la violence la plus atroce commise contre la liberté de conscience dans l'histoire moderne.

Selon des rapports venant de groupes de défense de droits de l'homme et des médias,

- *des dizaines de millions de livres et d'autres matériels du Falun Gong ont été détruits;*
- *plus de 50 000 adeptes ont été arbitrairement envoyés dans des camps de travail sans avoir été jugés;*
- *plus de 600 ont été condamnés à de longues peines de prison, certains jusqu'à dix-huit ans;*
- *plus de 1 000 adeptes ont été internés illégalement dans des hôpitaux psychiatriques, où ils subissent des injections sous la contrainte ainsi que des traitements inhumains;*
- *au moins 216 personnes sont mortes sous les tortures infligées par la police.*

En réaction à l'interdiction et aux attaques personnelles, M. Li Hongzhi a préservé sa compassion et son engagement envers une solution pacifique et non violente du problème en sollicitant à maintes reprises le dialogue direct avec le gouvernement chinois. En juillet 1999, il écrivait : *"Nous ne nous opposons pas au gouvernement, ni aujourd'hui, ni demain. Nous subissons peut-être de mauvais traitements, mais nous n'en faisons pas autant avec autrui, et ne traitons pas les gens en ennemis."*

S'alignant sur son courage moral, des millions d'adeptes du Falun Gong ont lancé un appel pacifique au gouvernement chinois pour qu'il respecte les droits de l'homme fondamentaux à la liberté de conscience, d'association et d'expression. Ils le font sans relâche, malgré les sanctions qu'ils sont certains de subir. Or, la persécution ne cesse de s'intensifier contre les adeptes du Falun Gong en Chine.

Cette lutte pacifique et non violente pour la liberté de conscience ne forme pas seulement une question relevant des droits de l'homme, mais est également une question morale, car elle a pour but de protéger l'humanité et la paix en Chine et dans le reste du monde.

Jusqu'en avril 2001, M. Li Hongzhi et son Falun Gong ont reçu plus de 340 récompenses et déclarations de la part de l'Australie, du Canada, de Chine (avant la répression), du Japon, de la Russie et des États-Unis en reconnaissance des contributions extraordinaires qu'ils apportent à la santé spirituelle et physique de la population et à la liberté de conscience dans le monde. Selon un rapport de CNN, M. Li a également été nommé parmi les candidats au Prix Nobel de la paix 2001 et passe pour être l'un des favoris.

NGAWANG SANGDROL

De tous les prisonniers politiques détenus au Tibet, Ngawang Sangdrol, religieuse tibétaine détenue depuis 1992 dans la prison de Drapchi, purge actuellement la plus longue peine d'emprisonnement.

Elle a été arrêtée pour la première fois à l'âge de 13 ans, pour avoir plaidé en faveur du droit de son peuple de se libérer de l'occupation communiste et de l'oppression imposée à son pays.

Âgée à présent de 24 ans, elle a subi la torture, les mauvais traitements et l'isolement dans une cellule du secteur 3, l'aile réservée aux prisonniers politiques.

Elle ne sera pas libérée avant 2013. Ou même plus tard, si les autorités communistes chinoises décident de prolonger sa peine, ainsi qu'elles l'ont déjà fait à plusieurs reprises.

Sur une cassette qu'elle a pu transmettre clandestinement, elle a enregistré avec ses codétenues la chanson suivante:

*"Amis et prisonniers
Nous aspirons à la joie [le dalaï-lama]
Peu importe que nous soyons battus
Nos bras ne peuvent être désunis
Le nuage oriental n'est pas fixé à l'horizon
Le jour viendra où le soleil se lèvera."*

Pour avoir chanté, enregistré et fait parvenir au monde extérieur cette chanson, elle a vu sa peine d'emprisonnement prolongée de trois ans.

Dans une lettre datée du 15 août 1997, elle a répondu à sa famille qui l'exhortait à ne pas s'attirer d'ennuis:

"Je ne regrette rien quant à ma situation actuelle (...). Vous, mes frères et sœurs, me manquez terriblement, mais il est peu probable que nous nous revoyions avant que le soleil ne se lève sur le Pays de la Neige [avant que le Tibet soit libéré]".

Pour son courage et sa détermination, elle s'est vu attribuer le Prix du Congrès de la Jeunesse tibétaine.

Ngawang Sangdrol incarne la force et l'espoir dans la lutte pacifique en faveur de la libération du peuple tibétain de l'oppression que lui impose la République populaire de Chine.

MORGAN TSVANGIRAI

Dirigeant de l'opposition au Zimbabwe
Président du Mouvement pour le changement démocratique (MDC)

Au cours des deux dernières années, le Zimbabwe a été confronté à la crise politique, sociale et économique la plus grave depuis son indépendance. La répression des dissidents, le non-respect de la prééminence du droit et de la liberté de la presse ainsi que la violence soutenue par l'État contre ses propres citoyens sont largement répandus. La violence englobe des assassinats, des tortures, des attaques physiques, des intimidations ainsi que la confiscation et la destruction de biens. Elle est perpétrée par des "vétérans de guerre" (milices), des membres des services de sécurité de l'État et d'autres partisans du parti au pouvoir ZANU-PF. Les troubles et l'instabilité ont entraîné un déclin rapide économique dans l'ensemble de la région de l'Afrique australe, frappant de plein fouet des millions d'habitants.

Les objectifs premiers sont les opposants politiques. Pendant la campagne pour les élections générales de juin 2000, le gouvernement du Président Mugabe s'est lancé dans une violente campagne visant à interdire toute opposition politique. Des membres du principal parti d'opposition, le MDC (mouvement pour le changement démocratique), ont été emprisonnés, attaqués, blessés, tués ou ont vu leurs biens détruits. Des groupes importants de milices armées battent la campagne, enlevant et torturant des partisans du MDC et attaquant des enseignants, des médecins, des infirmières et d'autres personnes accusées d'inciter la population à soutenir l'opposition. Dans les villes, l'armée et la police se sont livrées à une série d'attaques en représailles pour le vote massif en faveur du MDC au cours des élections.

Dans ces conditions de répression, qui mettent fréquemment la vie en danger, il faut un immense courage pour prôner la démocratie, la prééminence du droit et la protection des droits de l'homme. Morgan Tsvangirai, président et fondateur du MDC, a subi des pressions personnelles, une tentative d'assassinat et des poursuites juridiques en raison de ses idées politiques. Il est devenu le symbole de la lutte pour la démocratie et le changement pacifique, non seulement au Zimbabwe, mais également dans le reste de l'Afrique.

Curriculum vitae Morgan Tsvangirai

Fils aîné d'un maçon, Morgan Tsvangirai naquit dans les Midlands de l'ancienne Rhodésie du Sud le 10 mars 1982. Il fréquenta les écoles primaire et secondaire de Silveira et de Gokomere. De 1972 à 1974, il travailla dans l'industrie du textile à Mutuare. Pendant les dix années suivantes, de 1975 à 1985, il fut contremaître dans la mine de nickel de Bindura. En 1985, il devint vice-président de la Fédération des Syndicats des travailleurs de la mine (Associated Mineworkers Union) et, trois ans plus tard, secrétaire général du Congrès des syndicats du Zimbabwe (ZCTU). Il exerça cette fonction pendant douze ans, jusqu'en 2000. Pendant cette période, il fut également secrétaire général du Conseil de coordination des syndicats d'Afrique australe (1994) et président de l'Assemblée constitutionnelle nationale (1997). En tant que dirigeant syndicaliste, il fut maintenu en détention à deux reprises sans accusation pour avoir condamné des actions du gouvernement.

A la fin des années 1990, Morgan Tsvangirai émergea en tant que force politique au Zimbabwe. Il devint le critique le plus acerbe du Président Mugabe, dévoilant corruptions, mauvaise gestion économique et autocratie. En décembre 1997 et début 1998, il fut à la tête d'une série de grèves – les "stay-aways" – s'opposant aux augmentations d'impôts, qui ont immobilisé le pays et fini par contraindre le Président Mugabe à retirer deux augmentations d'impôts. Ensuite, il survécut à une tentative d'assassinat lorsqu'un groupe d'assaillants inconnus fit irruption dans son bureau et tenta de le jeter par la fenêtre du 10e étage.

En septembre 1999, il lança le mouvement pour le changement démocratique (MDC). En quelques mois, le MDC infligea une défaite au gouvernement dans le cadre du référendum sur la réforme constitutionnelle, qui comprenait des clauses autorisant la saisie d'exploitations agricoles possédées par les Blancs sans compensation. Lors des élections générales de juin 2000, son parti, encore jeune, infligea une défaite électorale cuisante au ZANU-PF au pouvoir en remportant 57 des sièges reposant sur les circonscriptions électorales, contre 62 détenus par le parti au pouvoir.

Ce résultat est remarquable, lorsque l'on sait que les élections furent marquées par la violence, l'intimidation et la fraude à grande échelle, à tel point que les observateurs internationaux ont douté de la liberté et de l'équité des élections. Depuis, Morgan Tsvangirai fait l'objet de harcèlements et de poursuites incessants. En février 2001, les procureurs d'État l'ont accusé de terrorisme et d'incitations à la violence. S'il est condamné, il risque la prison à vie.

Morgan Tsvangirai fait l'admiration de toutes les couches populaires du pays et représente la jeune génération des Zimbabweens, qui sont particulièrement critiques à l'égard de la mauvaise gestion économique, de l'autocratie et des abus de Mugabe en matière de droits de l'homme. Il se présentera probablement contre Mugabe au cours des élections présidentielles de 2002. Il est marié avec Susan Nyaradzo et père de sept enfants.

Morgan Tsvangirai

Depuis l'an 2000, le Parlement européen a adopté cinq résolutions concernant la situation épouvantable au Zimbabwe. Le non-respect de la prééminence du droit, les violations terribles des droits de l'homme infligées à toutes les catégories de la population au Zimbabwe ainsi que la situation économique catastrophique sont parfaitement prouvés et continuent. Alors que l'attention s'est focalisée sur la question des exploitations agricoles, le véritable problème porte sur l'abolition des droits démocratiques et la détermination sans scrupules du régime de Mugabe de se maintenir au pouvoir. Les événements qui se déroulent au Zimbabwe, qui fut naguère un pays prospère, peuvent servir d'exemple à l'ensemble de l'Afrique au sud du Sahara et possèdent des conséquences immédiates pour les États limitrophes de l'Afrique australe.

L'opposition politique à Mugabe est le principal élément que combattent ses militants du ZANU-PF. La presse d'opposition a été bombardée et des journalistes critiques ont été régulièrement attaqués. Les opposants membres du mouvement pour le changement démocratique (MDC) et leurs partisans ont été particulièrement la cible de harcèlements, d'intimidations violentes, d'emprisonnements arbitraires et d'assassinats. Au moins 35 membres du parti ont été assassinés au cours de la campagne électorale aux dernières élections générales

et, ces dernières semaines, plusieurs députés et fonctionnaires du parti ont échappé de justesse à la mort après des attaques violentes.

Dans ces circonstances, il faut un courage hors pair pour défendre la démocratie, la liberté et la liberté d'expression. Morgan Tsvangirai, en tant que chef du MDC, personnifie cette attitude courageuse et la lutte pour la véritable liberté au Zimbabwe.

Morgan Tsvangirai, âgé aujourd'hui de 49 ans, est le fils d'un maçon des Midlands de l'ancienne Rhodésie du Sud. Il s'est engagé dans le mouvement syndicaliste et, en 1994, est devenu Secrétaire général du Conseil de coordination des syndicats d'Afrique australe. En 1997, il est devenu président de l'Assemblée constitutionnelle nationale en s'opposant à la violence du régime de Mugabe et en se faisant l'apôtre de normes démocratiques et des droits de l'homme. Il a créé le Mouvement pour le changement démocratique en 1999, défendant la liberté d'expression et les droits de l'homme. Il a été en butte à des intimidations considérables et a survécu à une tentative d'assassinat, lorsqu'un groupe d'assaillants fit irruption dans son bureau et tenta de le jeter par la fenêtre du 10e étage. En février 2001, il a été arrêté pour avoir prononcé un discours critiquant le régime de Mugabe.

Morgan Tsvangirai lutte pour l'égalité des chances et de traitement pour tous les Zimbabwéens. Il souhaite mettre en place une véritable démocratie avec la participation de la population et un gouvernement responsable et transparent. Son objectif est d'instituer une société unie, non raciale, non sexiste et démocratique. Tout en jugeant qu'une réforme agraire est nécessaire, il juge qu'elle doit être menée de manière correcte et humaine sans déboucher sur une déstabilisation économique. Il partage le scepticisme exprimé par de nombreux commentateurs à l'égard de l'"accord" conclu avec Mugabe à Abuja le 6 septembre et demande que la pression internationale soit maintenue.

Le dernier ressortissant d'Afrique noire à avoir été récompensé fut, en 1988, Nelson Mandela, qui partagea le prix inaugural. Morgan Tsvangirai serait un successeur éminemment valable et approprié, et il a déclaré qu'il serait honoré de voir sa candidature promue. Sa nomination équivaldrait à la reconnaissance de son courage et de son engagement personnel envers la démocratie et inspirerait ceux qui souffrent pour la liberté d'expression et les droits de l'homme, non seulement au Zimbabwe, mais dans toute l'Afrique.